

Imen Chaanbi

Experte en géopolitique, géostratégie et veille stratégique
Directrice du Cabinet 5WE Consulting et STRATEGIK.IA
Secrétaire adjointe de l'Observatoire géostratégique de Genève

L'Égypte, carrefour géostratégique entre l'Afrique et le Moyen-Orient

Introduction

L'Égypte occupe une position singulière dans les dynamiques régionales, à l'intersection de l'Afrique, du Moyen-Orient et de la Méditerranée orientale. Sa situation géographique, sa population nombreuse, le contrôle du canal de Suez, ainsi que son héritage politique et militaire en font un acteur incontournable dans les équilibres géostratégiques. Pourtant, cette centralité apparente masque des fragilités profondes, à la fois internes et régionales, qui appellent une lecture nuancée et actualisée de son rôle. C'est dans cette optique que s'inscrit la présente analyse, structurée autour d'une double démarche de veille stratégique et de géopolitique prédictive.

L'objectif principal est de partager les éléments saillants issus d'une veille continue portant sur les mutations à l'œuvre *dans* et *autour* de l'Égypte. Cette veille ne se limite pas aux événements visibles ou aux déclarations officielles. Elle s'appuie également sur des signaux faibles, des tendances structurelles et des reconfigurations silencieuses qui, prises ensemble, permettent de mieux anticiper les trajectoires possibles du pays. Qu'il s'agisse des tensions autour du Nil, des recompositions méditerranéennes, ou de la place de l'Égypte dans les relations avec les puissances du Golfe, les interactions régionales ne cessent d'évoluer.

Le deuxième axe de l'analyse concerne les scénarios d'évolution. La géopolitique prédictive ne prétend pas prédire l'avenir, mais proposer des modèles d'interprétation fondés sur des variables claires : dépendance énergétique, fragilité économique, pression démographique, militarisation du pouvoir, évolution des alliances régionales. À partir de ces variables, plusieurs scénarios peuvent être dessinés, allant de la stabilisation autoritaire à la crise systémique, en passant par un repositionnement stratégique de l'Égypte au sein des institutions africaines ou arabes. Cette lecture dynamique permet de mieux saisir les marges de manœuvre du régime, mais aussi les points de tension susceptibles de produire des ruptures.

Cette analyse vise également à identifier des leviers d'action concrets, notamment en matière de coopération internationale, de transfert de compétences, et de diffusion de technologies adaptées. Ces leviers doivent être pensés dans une logique partenariale, à

distance des approches strictement sécuritaires ou extractives. Le champ des possibles est large : gestion partagée des ressources hydriques, agriculture climato-résiliente, cybersécurité des infrastructures critiques, mobilité universitaire, innovation urbaine hors du Caire. Il s'agit de repérer les points d'ancrage à partir desquels un travail de fond peut être engagé, même dans un contexte autoritaire.

L'Égypte n'est pas uniquement un objet d'étude géopolitique. Elle est aussi un laboratoire de tensions globales : entre croissance et vulnérabilité, entre centralité stratégique et fragilité interne, entre alignement régional et recherche d'autonomie. Aborder cette complexité avec des outils de veille stratégique et de prospective des futurs possibles permet non seulement de mieux comprendre le présent, mais aussi d'imaginer des formes d'évolution plus en phase avec les défis à venir.

I. Position géostratégique et poids historique de l'Égypte

L'Égypte dispose d'une position géographique exceptionnelle, qui explique en grande partie sa centralité dans les jeux d'influence régionaux. Située à la jonction de trois espaces stratégiques — l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et la Méditerranée orientale — elle contrôle plusieurs points de passage vitaux pour le commerce mondial, tout en occupant une place symbolique forte dans l'histoire politique du monde arabe et africain.

1.1 Une localisation centrale : entre Méditerranée, mer Rouge, Afrique et péninsule Arabique

Le territoire égyptien s'étend du delta du Nil au nord jusqu'aux confins du Soudan et de la mer Rouge au sud-est, en intégrant la péninsule du Sinaï. Cette situation fait de l'Égypte un carrefour naturel des circulations maritimes, terrestres et énergétiques. Elle est à la fois frontalière de la bande de Gaza, du Soudan, de la Libye et proche de l'Arabie saoudite par le détroit de Tiran. Elle joue ainsi un rôle charnière dans plusieurs zones de conflit ou d'instabilité. Par exemple, sa capacité à contrôler les flux entre Gaza et le reste du monde via le terminal de Rafah lui confère une influence directe sur le dossier palestinien.

En outre, le positionnement du pays entre les économies africaines émergentes, les marchés du Golfe et les États européens du bassin méditerranéen lui permet de multiplier les partenariats selon une logique de multi-alignement, souvent opportuniste mais efficace sur le plan diplomatique.

1.2 Le canal de Suez : nœud logistique mondial, levier économique et diplomatique

Le canal de Suez constitue l'un des atouts géostratégiques majeurs de l'Égypte. Il relie la Méditerranée à la mer Rouge et concentre plus de 10 % du commerce maritime mondial. Sa modernisation, achevée en 2015, a renforcé son rôle dans les chaînes logistiques internationales. En mars 2021, l'échouement du porte-conteneurs *Ever Given* a rappelé au monde entier le rôle central de cette voie navigable dans l'équilibre économique global.

Au-delà de son impact économique direct — environ 9 milliards de dollars de recettes annuelles — le canal offre à l'Égypte un levier diplomatique important. Il permet au Caire de renforcer ses relations avec les puissances maritimes comme la Chine, les États-Unis ou la France, tout en justifiant une présence militaire accrue dans la région. Il est également devenu un point d'intérêt majeur pour les investisseurs du Golfe et les grandes compagnies de logistique cherchant à sécuriser leurs routes commerciales.

1.3 Héritage politique et rôle historique dans le panarabisme, le non-alignement, et l'Union africaine

L'Égypte a longtemps joué un rôle moteur dans la construction idéologique et institutionnelle de l'espace arabe. Sous la présidence de Nasser, elle a incarné le panarabisme et le non-alignement, en se positionnant comme un leader du Sud global face aux blocs de la guerre froide. Cette dimension historique reste présente dans la diplomatie égyptienne actuelle, même si elle a pris un tournant plus pragmatique et sécuritaire.

Le Caire tente également de renforcer ses liens africains, après une période de retrait. Il a assuré la présidence tournante de l'Union africaine en 2019 et cherche à peser davantage dans les affaires du continent, notamment sur les dossiers de sécurité au Sahel ou sur les négociations liées au Grand Barrage de la Renaissance (GERD), qui l'oppose à l'Éthiopie. Ce positionnement lui permet de se présenter comme un pont entre l'Afrique subsaharienne et le monde arabe.

1.4 L'armée égyptienne comme acteur régional centralisé et autonome

L'armée égyptienne est l'un des piliers de l'État et de sa politique étrangère. Elle dispose d'un budget conséquent, d'une autonomie industrielle partielle, et d'un poids économique direct dans de nombreux secteurs (construction, alimentation, énergie). Elle joue un rôle actif dans la sécurité du canal de Suez, dans les opérations antiterroristes dans le Sinaï, et dans les équilibres régionaux, notamment à la frontière libyenne ou dans la gestion des relations avec Israël.

En 2020, l'armée a mené une série d'exercices militaires conjoints avec des partenaires aussi divers que la Russie, la France, les Émirats arabes unis ou la Grèce. Elle est également devenue un fournisseur de sécurité pour des États africains, en formant des officiers ou en fournissant du matériel. Cette projection régionale donne au Caire une forme d'autonomie stratégique rare dans le monde arabe.

La centralité militaire et diplomatique de l'Égypte ne peut toutefois être dissociée de ses vulnérabilités économiques et sociales. C'est cette tension entre puissance géographique et fragilité interne qui rend l'analyse prospective du cas égyptien indispensable.

II. Enjeux de puissance et diplomatie régionale

La politique étrangère de l'Égypte repose sur un équilibre complexe entre alliances pragmatiques, rivalités latentes et volonté de peser dans les négociations régionales. Si l'argument géographique reste central, c'est surtout par ses réseaux diplomatiques, son

armée et son histoire institutionnelle que l'Égypte tente de se maintenir comme puissance pivot. Son action s'étend des monarchies du Golfe à la Corne de l'Afrique, de la Méditerranée orientale au conflit israélo-palestinien, avec une capacité à jouer sur plusieurs tableaux sans toujours adopter de ligne cohérente sur le long terme.

2.1 Relations avec les pays du Golfe : interdépendance économique, rivalités d'influence

Depuis la chute de Moubarak et surtout après l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al-Sissi en 2014, l'Égypte a noué des liens étroits avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Ces deux pays ont soutenu politiquement et financièrement la répression des Frères musulmans, perçus comme une menace commune. Le soutien du Golfe a permis à l'Égypte de contenir temporairement sa crise économique, à travers des transferts massifs de fonds, des investissements directs et des projets d'infrastructure.

Mais cette dépendance s'accompagne de tensions. Le Caire cherche à préserver une forme d'autonomie stratégique, notamment dans le conflit au Yémen, où il s'est montré réservé. La rivalité entre les Émirats et le Qatar a aussi placé l'Égypte dans une posture inconfortable, surtout depuis le réchauffement des relations entre Doha et Riyad. Des désaccords sont également apparus autour de la gestion du dossier soudanais ou libyen, où les intérêts émiratis et égyptiens ne sont pas toujours alignés.

2.2 Politique africaine du Caire : rôle dans la Corne de l'Afrique, barrage éthiopien (GERD), sécurité du Nil

L'eau du Nil reste une question existentielle pour l'Égypte, qui dépend à plus de 90 % de ce fleuve pour ses besoins agricoles et urbains. Le projet du Grand barrage de la Renaissance (GERD) mené par l'Éthiopie est donc au cœur des tensions entre Le Caire, Addis-Abeba et Khartoum. Malgré plusieurs cycles de négociation, l'Égypte n'est pas parvenue à obtenir des garanties contraignantes sur le remplissage du barrage.

Ce dossier a relancé la diplomatie africaine de l'Égypte, longtemps négligée. Le Caire cherche à renforcer ses liens avec les pays de la Corne de l'Afrique — en particulier le Soudan et l'Érythrée — tout en multipliant les visites ministérielles dans les capitales subsahariennes. Il s'agit aussi de contrer l'influence croissante de la Turquie et de l'Iran dans la région, mais cette politique reste encore largement réactive et marquée par des logiques de court terme.

2.3 Méditerranée orientale : hydrocarbures offshore, alliances avec la Grèce, Chypre, Israël

Depuis la découverte de gisements gaziers dans la Méditerranée orientale (Zohr, en 2015), l'Égypte a repositionné sa diplomatie maritime. Elle a conclu des accords délimitant ses zones économiques exclusives avec la Grèce et Chypre, et renforcé sa coopération énergétique avec Israël, notamment via des interconnexions de gazoducs. Elle joue un rôle actif dans le Forum du gaz de la Méditerranée orientale, basé au Caire, qui regroupe des acteurs aux intérêts parfois divergents, comme l'Italie, la Jordanie ou l'Autorité palestinienne.

Cette posture permet au Caire de se présenter comme un hub énergétique régional, capable de liquéfier le gaz de ses voisins pour l'exporter vers l'Europe. Elle lui offre aussi un contrepois diplomatique face à la Turquie, avec qui les relations restent tendues malgré quelques tentatives récentes de normalisation.

2.4 Ambivalences dans le dossier palestinien : entre médiation, contrôle de Gaza et gestion des Frères musulmans

L'Égypte reste un acteur clé dans le dossier israélo-palestinien, en particulier dans la gestion de la bande de Gaza. Le passage de Rafah, seule ouverture non israélienne de l'enclave, est sous contrôle égyptien. Le Caire y joue un rôle de filtre, à la fois sécuritaire et politique, pour contenir le Hamas, issu des Frères musulmans, mais aussi pour éviter une déstabilisation régionale en cas d'escalade.

L'Égypte se positionne régulièrement comme médiateur entre Israël et les factions palestiniennes, en particulier lors des trêves ou des cessez-le-feu. Cette posture est utile pour maintenir des canaux de dialogue avec Washington et Tel-Aviv, mais elle s'accompagne d'une méfiance profonde à l'égard du Hamas, considéré comme une menace intérieure autant qu'extérieure.

Cette ambivalence rend la diplomatie égyptienne difficile à lire, oscillant entre coopération tactique avec Israël et soutien rhétorique à la cause palestinienne. Le régime cherche à se maintenir dans son rôle traditionnel de médiateur, tout en verrouillant ses propres frontières contre toute contagion idéologique.

Ces multiples dimensions illustrent la volonté de l'Égypte de préserver sa position de puissance régionale, mais aussi les tensions entre ambition géopolitique et contraintes économiques, sécuritaires ou idéologiques. Ce déséquilibre permanent alimente une instabilité structurelle que seule une approche systémique permet de comprendre dans sa complexité.

III. Fragilités internes et vulnérabilités structurelles

Derrière l'image d'un acteur régional central et d'un partenaire stratégique pour plusieurs puissances, l'Égypte présente des fragilités internes profondes, qui menacent sa stabilité à moyen terme. Ces vulnérabilités sont multidimensionnelles : économiques, sociales, environnementales, politiques et sécuritaires. Elles s'entrecroisent et se renforcent mutuellement, accentuant la pression sur un système étatique déjà sous tension permanente.

3.1 Crise économique persistante : dette extérieure, inflation, dépendance aux capitaux du Golfe

Depuis 2016, l'économie égyptienne est engagée dans une dynamique de réformes dictée en grande partie par le FMI : dévaluation de la livre, réduction des subventions, ouverture à l'investissement privé. Si ces mesures ont permis d'éviter une faillite immédiate, elles ont aussi aggravé la précarité sociale. L'inflation atteint des niveaux record, dépassant 30 % en 2023 sur les produits alimentaires de base. Le taux de pauvreté reste élevé, avec environ un tiers de la population vivant sous le seuil national.

La dette extérieure de l'Égypte dépasse les 160 milliards de dollars, avec des échéances de remboursement de plus en plus difficiles à honorer. Pour faire face, le régime s'appuie massivement sur les aides financières des pays du Golfe, notamment les dépôts saoudiens et émiratis auprès de la Banque centrale. Cette dépendance fragilise la souveraineté économique du pays et le place dans une position d'endettement diplomatique vis-à-vis de ses partenaires. Le canal de Suez et les zones franches sont ainsi devenus des espaces convoités par les investisseurs étrangers, parfois au détriment des intérêts nationaux à long terme.

3.2 Pressions démographiques et alimentaires : rareté des terres, stress hydrique, urbanisation incontrôlée

L'Égypte compte plus de 110 millions d'habitants, concentrés à plus de 95 % sur moins de 5 % du territoire, le long du Nil et dans le delta. Cette concentration pose des problèmes aigus d'accès à l'eau, de logement, de mobilité et de gestion des déchets. Le stress hydrique est particulièrement alarmant, aggravé par le changement climatique et les tensions autour du barrage éthiopien. Le pays est en situation de pénurie structurelle d'eau douce selon les critères de la FAO.

Sur le plan alimentaire, l'Égypte importe plus de 60 % de ses besoins en blé, et la guerre en Ukraine a exposé brutalement cette dépendance. Les tentatives d'aménagement du désert (projet de la Nouvelle Capitale, réinstallation dans les zones arides) restent coûteuses et inefficaces à court terme. L'urbanisation non planifiée dans les périphéries du Caire ou d'Alexandrie contribue à la fragmentation territoriale et à la dégradation des infrastructures.

3.3 Autoritarisme politique : militarisation du régime, répression de la société civile, instabilité latente

Le pouvoir égyptien repose sur un modèle hypercentralisé autour de l'armée. Depuis l'arrivée au pouvoir d'al-Sissi, les institutions civiles ont été vidées de leur autonomie, et les élections sont largement verrouillées. La répression s'est étendue à tous les secteurs : journalistes, chercheurs, ONG, étudiants, figures religieuses modérées. Des milliers de prisonniers politiques sont détenus sans procès équitable, parfois dans des conditions inhumaines.

Ce verrouillage du champ politique crée une stabilité apparente mais rigide, sans canal de sortie en cas de crise. Le mécontentement populaire couve, attisé par les difficultés économiques et l'absence de débouchés politiques. Des mobilisations locales ou numériques ponctuelles témoignent de cette frustration diffuse, que la répression empêche de se structurer mais qui demeure active en sourdine.

3.4 Risques sécuritaires : Sinaï, Libye, menaces transfrontalières et cyber

Le nord du Sinaï reste une zone instable, malgré les opérations militaires répétées depuis 2014. Les groupes djihadistes, notamment affiliés à l'État islamique, y conservent une capacité de nuisance. Les populations locales, en particulier les tribus bédouines, souffrent d'un isolement économique et social qui alimente la défiance envers l'État.

La frontière libyenne constitue un autre point de vulnérabilité, avec des trafics d'armes, des migrations incontrôlées et la présence d'acteurs armés proches ou opposés au régime égyptien. Le Caire a déployé ses forces dans l'ouest du pays pour contenir les risques de débordement, mais la situation demeure incertaine.

Enfin, le risque cyber est en augmentation, avec une numérisation croissante des services publics et une exposition aux cyberattaques, à la fois d'origine étrangère et interne. Les capacités de réponse sont encore limitées, malgré la création de centres de surveillance et l'adoption de lois restrictives sur les contenus en ligne.

L'ensemble de ces fragilités ne rend pas l'Égypte ingouvernable, mais la place dans une situation de dépendance permanente à des équilibres extérieurs, sans marge intérieure de respiration. Ce déséquilibre structurel est un élément central dans toute projection géopolitique à moyen terme.

IV. Indicateurs clés et signaux faibles

Dans un contexte régional mouvant, la veille stratégique appliquée à l'Égypte permet de capter les transformations structurelles comme les évolutions discrètes susceptibles d'annoncer des changements majeurs. Cette veille repose sur une combinaison d'indicateurs quantitatifs (flux commerciaux, niveaux de dette, évolution des alliances) et de signaux faibles (discours, mouvements sociaux, reconfigurations locales). L'objectif est de repérer les zones de tension, les opportunités d'inflexion, et les éléments de rupture potentielle.

4.1 Surveillance des dynamiques du canal de Suez : flux, blocages, nouvelles routes maritimes

Le canal de Suez reste un indicateur central, à la fois pour l'économie égyptienne et pour la stabilité régionale. La surveillance des flux de transit, notamment les variations saisonnières ou géopolitiques (guerre en mer Rouge, tensions dans le détroit de Bab el-Mandeb), fournit des indices précieux sur l'impact des crises internationales sur l'économie égyptienne.

Un signal fort est survenu en mars 2021 avec l'échouement de l'Ever Given, qui a révélé la vulnérabilité de cette infrastructure. Plus récemment, les attaques houthies en mer Rouge ont détourné une partie du trafic vers le Cap de Bonne-Espérance, réduisant les revenus du canal. Ces évolutions rendent essentielle une veille sur les initiatives concurrentes (corridor Inde-Moyen-Orient-Europe, routes arctiques, corridors ferroviaires israéliens ou turcs). Elles pourraient affaiblir à terme la rente logistique de l'Égypte, qui représente un levier économique et diplomatique majeur.

4.2 Suivi des tensions autour du Nil et du GERD : trajectoire éthiopienne, médiations en cours

Les négociations autour du Grand Barrage de la Renaissance (GERD) constituent un autre axe de veille essentiel. La position éthiopienne, qui avance dans le remplissage du barrage

sans accord contraignant, et les réponses diplomatiques ou techniques de l'Égypte, doivent être analysées avec attention.

Les cycles de médiation (notamment avec l'appui de l'Union africaine, des États-Unis ou des Émirats) offrent des fenêtres de dialogue mais restent fragiles. Un signal faible, comme la militarisation du discours égyptien ou l'intensification des manœuvres militaires dans le sud du pays, peut indiquer un glissement vers une logique de confrontation. À l'inverse, une accélération des investissements conjoints dans l'irrigation ou l'énergie pourrait signaler une tentative de stabilisation par des outils de coopération régionale.

4.3 Évolution de l'alliance égypto-saoudienne et des liens avec les Émirats : convergence ou désalignement

L'observation des relations triangulaires entre l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis est un marqueur stratégique de premier plan. Plusieurs indicateurs doivent être suivis : l'évolution des aides financières (réduction, conditionnalité accrue), les investissements directs (rachat d'actifs égyptiens), mais aussi les divergences diplomatiques sur des dossiers comme la Libye, le Soudan ou le Yémen.

Un signal faible mais significatif est l'irritation croissante des bailleurs du Golfe face à la gestion économique du régime égyptien. Certains analystes évoquent une « fatigue des donateurs », illustrée par des ralentissements dans les décaissements ou par l'exigence de garanties sur la privatisation d'actifs publics. L'évolution de ces rapports de force aura un impact direct sur la capacité du régime à se maintenir à flot.

4.4 Indicateurs de fragilité intérieure : mouvements sociaux, remobilisation islamiste, crises alimentaires

À l'échelle intérieure, plusieurs indicateurs de fragilité doivent faire l'objet d'un suivi régulier. Les tensions sociales, bien que contenues, réapparaissent de manière sporadique, comme lors des mobilisations contre la vie chère en 2019 ou plus récemment autour de l'expropriation de terrains en zone périurbaine. Les réseaux sociaux, malgré la surveillance, restent un espace d'expression de la colère populaire.

La remobilisation d'anciens réseaux islamistes, y compris en exil, doit aussi être suivie avec attention, notamment dans le cadre des tensions régionales. L'évolution du discours officiel à leur égard (par exemple les initiatives de réintégration de certains cadres en échange d'un renoncement politique) peut signaler une tentative de recomposition.

Enfin, les tensions autour des denrées de base (pain, huile, carburant) constituent des déclencheurs classiques de crise sociale en Égypte. La dépendance aux importations, couplée aux fluctuations géopolitiques (Ukraine, Mer Rouge), rend l'économie égyptienne vulnérable à des chocs exogènes que seule une veille fine permet d'anticiper.

Ces indicateurs ne doivent pas être lus isolément mais en interaction. Ils composent un tableau mouvant, où la résilience du régime repose sur un équilibre précaire entre rente logistique, soutien extérieur, coercition interne et contrôle des récits. Une veille continue permet d'ajuster les lectures, d'identifier les marges de manœuvre, mais aussi de repérer les points de bascule possibles.

V. Scénarios d'évolution à moyen terme

Face à l'instabilité régionale, à la fragilité économique et aux mutations géostratégiques en cours, l'avenir de l'Égypte ne peut être envisagé sous une forme unique. La géopolitique prédictive permet d'explorer plusieurs trajectoires plausibles en croisant différents paramètres : robustesse institutionnelle, soutien extérieur, cohésion interne, pression démographique, tensions régionales. Quatre scénarios se dégagent à moyen terme, chacun appuyé sur des dynamiques déjà observables, mais évolutives.

5.1 Scénario d'endurance : Stabilisation autoritaire sous perfusion économique

Dans ce scénario, le régime égyptien parvient à maintenir sa stabilité interne sans réforme profonde, en s'appuyant sur une combinaison de contrôle politique, de soutien militaire, et d'injections financières extérieures. L'alliance avec les pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, continue de fonctionner à travers des transferts conditionnés à une ouverture partielle du capital public et à la privatisation d'actifs stratégiques.

Ce modèle repose aussi sur la consolidation du canal de Suez comme source de devises et sur les revenus touristiques, qui reprennent progressivement avec la normalisation post-pandémie. Le régime se montre réactif mais non réformateur, poursuivant sa stratégie de grands projets (Nouvelle capitale, routes, zones franches) comme vitrines de modernité. La contestation sociale reste contenue grâce à une surveillance étroite, des politiques compensatoires ciblées, et une fragmentation du tissu protestataire.

5.2 Scénario de rupture : Crise politico-économique majeure avec risque de fragmentation

Ce scénario part d'une dégradation simultanée de plusieurs piliers du régime : effondrement monétaire, chute des investissements du Golfe, et perte de contrôle sur les prix des denrées de base. La tension sociale monte brusquement, alimentée par l'inflation, le chômage des jeunes, et l'inefficacité des services publics. Des manifestations spontanées éclatent dans plusieurs villes secondaires, relayées en ligne malgré les blocages numériques.

La réponse répressive ne suffit plus à stabiliser la situation. Des fractures apparaissent au sein du régime, notamment entre factions militaires et économiques. À la périphérie, certaines zones (nord du Sinaï, oasis isolées, sud du pays) échappent partiellement au contrôle central, favorisant des trafics, voire des formes de gouvernance parallèle. La crise du barrage du GERD s'aggrave, entraînant des tensions militaires qui affaiblissent encore la position du pouvoir. Ce scénario ouvrirait une période d'incertitude, voire de transition forcée.

5.3 Scénario d'adaptation : Rééquilibrage diplomatique via une stratégie néo-régionaliste africaine et méditerranéenne

Dans cette hypothèse, le pouvoir opère un pivot stratégique en renforçant sa coopération avec les pays du bassin méditerranéen et les institutions africaines. Le Caire capitalise sur sa position géographique pour jouer un rôle de plateforme énergétique et logistique, en

multipliant les partenariats sud-sud et en misant sur la diplomatie climatique, les questions de sécurité alimentaire, ou les négociations sur l'eau.

L'intégration à des projets communs avec la Grèce, Chypre, l'Italie, et certains États d'Afrique de l'Est permet de diversifier les alliances. L'Égypte se positionne comme une puissance « intermédiaire » capable de faire le lien entre mondes arabe, africain et méditerranéen. Cette trajectoire suppose une forme d'ouverture politique, même limitée, et un assouplissement partiel de l'appareil sécuritaire pour regagner en légitimité régionale.

5.4 Scénario hybride : autoritarisme stable mais en surchauffe, combiné à une montée des tensions régionales

Ce scénario intermédiaire correspond à une réalité déjà partiellement observable. Le régime conserve le pouvoir grâce à sa capacité de contrôle, mais au prix d'un étouffement progressif des marges d'adaptation. L'économie fonctionne sous contrainte, alimentée par des flux financiers inconstants. Le mécontentement social reste diffus mais présent. Le pouvoir gère le court terme, sans visibilité stratégique.

En parallèle, les tensions régionales s'intensifient : incident frontalier avec la Libye, nouvelle phase de tension autour du GERD, pression migratoire accrue, ou implication indirecte dans des conflits périphériques (Soudan, Gaza). Ce scénario suppose une montée en puissance des logiques sécuritaires, sans qu'une issue politique ou diplomatique ne se dessine. L'Égypte devient un acteur de stabilisation régionale fragile, exposé à des à-coups extérieurs sans capacité de projection autonome.

Ces scénarios ne s'excluent pas mutuellement. Ils peuvent coexister partiellement, se combiner ou évoluer en fonction des dynamiques internes et externes. C'est cette incertitude stratégique qui justifie une approche continue de veille et d'adaptation des outils d'analyse.

VI. Leviers d'action et pistes de coopération

Face à la complexité de la situation égyptienne, marquée par une combinaison de centralité géopolitique et de vulnérabilités internes, les marges de manœuvre ne passent pas uniquement par l'analyse ou la dissuasion. Elles reposent aussi sur des leviers de coopération ciblés, pensés non comme une réponse humanitaire ponctuelle, mais comme des investissements dans la stabilité, la résilience et la souveraineté partagée. Ces leviers peuvent s'activer dans plusieurs domaines clefs, en fonction des ressources locales, des priorités régionales, et des complémentarités avec les partenaires extérieurs.

6.1 Transfert de compétences dans la gestion de l'eau, l'agriculture durable, la transition énergétique

L'Égypte est confrontée à une triple pression : rareté de l'eau, dépendance alimentaire et tension énergétique. Le transfert de compétences techniques dans la gestion de l'irrigation, la récupération des eaux usées, ou la réduction des pertes agricoles constitue une voie de coopération à fort impact. Des initiatives pilotes peuvent être mises en œuvre dans les zones

rurales du delta ou du Fayoum, avec un appui méthodologique basé sur l'agriculture climato-résiliente et la gestion intégrée des ressources en eau.

Sur le plan énergétique, l'Égypte affiche une volonté de transition, notamment via le développement de l'énergie solaire (comme le parc photovoltaïque de Benban, l'un des plus grands d'Afrique) et l'hydrogène vert. La coopération peut ici porter sur les compétences techniques, la régulation, ou l'accompagnement de filières locales, en lien avec les objectifs africains de neutralité carbone.

6.2 Soutien à la diplomatie scientifique dans les domaines du Nil et du climat

Le différend autour du barrage GERD montre les limites d'une approche strictement politique ou sécuritaire. Le recours à la diplomatie scientifique, appuyée sur des données partagées, des modélisations hydrologiques transparentes et des plateformes de dialogue technique, constitue un levier stratégique. La création de mécanismes tripartites d'échange entre chercheurs égyptiens, éthiopiens et soudanais permettrait de désamorcer les logiques de suspicion, tout en renforçant l'expertise régionale sur la gestion transfrontalière de l'eau.

De manière plus large, l'Égypte peut devenir un acteur de la diplomatie climatique en Afrique, à condition de renforcer ses capacités de projection scientifique. Cela suppose un appui aux universités, aux centres de recherche, et à la formation croisée avec d'autres pays du bassin méditerranéen ou du Sahel.

6.3 Coopération en matière de cybersécurité et sécurisation des infrastructures critiques

Avec la numérisation croissante des services publics et des infrastructures (canal de Suez, centrales électriques, réseaux de transport), la vulnérabilité cyber devient un enjeu majeur. Le développement de coopérations techniques dans la cybersécurité — audit des systèmes, formation des équipes, détection des menaces — est essentiel.

De même, l'accompagnement à la mise en place d'une capacité de veille stratégique nationale, combinant analyse de données ouvertes, cartographie des risques et anticipation des chocs, peut renforcer la résilience décisionnelle des institutions. Cela peut inclure le développement d'indicateurs spécifiques (hydriques, sociaux, logistiques) et l'appui à la gestion des crises à partir d'outils d'aide à la décision.

6.4 Appui aux dynamiques locales résilientes : société civile informelle, innovation sociale, villes secondaires

Malgré la répression politique, des formes de résilience sociale subsistent dans les marges du système, souvent portées par des acteurs informels : collectifs de quartier, associations locales, entrepreneurs sociaux, groupes culturels. Dans les villes secondaires comme Minya, Assiout ou Tanta, des dynamiques locales émergent en matière d'économie circulaire, d'éducation informelle ou de services communautaires.

L'appui à ces initiatives peut se faire par des financements indirects, des coopérations universitaires, ou des plateformes de dialogue. L'enjeu est d'accompagner les espaces de

créativité sociale sans les exposer à la répression, en travaillant à distance ou par l'intermédiaire d'acteurs tiers.

Ces leviers d'action ne supposent pas un changement immédiat du régime, mais un travail de fond, progressif, qui mise sur les ressources locales, les interdépendances régionales, et une forme de diplomatie technique. C'est à ce niveau que peuvent se jouer, dans le temps long, des conditions plus favorables à la stabilisation et à l'ouverture.

Conclusion

L'analyse stratégique de l'Égypte met en lumière une configuration paradoxale : le pays apparaît à la fois comme un acteur régional incontournable et comme un État confronté à des vulnérabilités structurelles durables. Plusieurs lignes de force ressortent nettement. La première est sa centralité géographique, qui lui confère un rôle de carrefour entre trois zones stratégiques : le continent africain, la Méditerranée orientale et le Moyen-Orient. Cette position, renforcée par le contrôle du canal de Suez et par une armée disposant de capacités de projection régionales, lui assure une visibilité constante dans les dynamiques de sécurité, de commerce et de diplomatie énergétique.

La deuxième ligne de force est le contraste entre l'ambition géopolitique du régime et la fragilité de ses fondations internes. Crise économique persistante, dépendance aux financements du Golfe, pression démographique, tensions hydriques, urbanisation incontrôlée et verrouillage politique dessinent un paysage intérieur sous tension, qui limite fortement les marges d'action du pouvoir. Cette tension crée un régime d'équilibre précaire, capable de durer mais vulnérable aux chocs extérieurs ou aux ruptures internes.

Les scénarios d'évolution à moyen terme sont, eux aussi, ambivalents. Un scénario d'endurance autoritaire reste plausible, tant que les flux financiers extérieurs se maintiennent et que la contestation intérieure reste fragmentée. Mais les conditions d'une crise systémique sont également réunies : inflation, chômage, dépendance alimentaire, défi hydrique, perte de légitimité politique. Une fragmentation territoriale ou une transition forcée, bien que moins probable, ne peut être exclue.

Parallèlement, un scénario d'adaptation existe, à travers un repositionnement diplomatique progressif vers l'Afrique et la Méditerranée, appuyé sur des coopérations sectorielles et des dynamiques régionales moins polarisées. Ce scénario suppose cependant une ouverture partielle du régime et un investissement stratégique dans la formation, la recherche, et la gestion durable des ressources. Plus probable à court terme, un scénario hybride voit se maintenir une forme d'autoritarisme sur fond de montée des tensions, avec une capacité d'action extérieure conservée mais sans apaisement intérieur.

Dans ce contexte, il est essentiel d'adopter une lecture systémique et évolutive de la trajectoire égyptienne. Il ne s'agit pas de juger le régime ou de pronostiquer un effondrement, mais de comprendre les interactions multiples entre géographie, économie, diplomatie et dynamiques sociales. L'Égypte n'est ni un simple partenaire logistique, ni un État failli en devenir. Elle est un acteur pivot, pris entre plusieurs logiques : sécuritaire, économique, climatique, démographique.

À ce titre, l'accompagnement extérieur ne peut se réduire à des aides ponctuelles ou à des alliances de convenance. Il suppose une stratégie de coopération fondée sur le long terme,

l'anticipation des points de bascule, et le renforcement des capacités locales dans des domaines-clefs comme l'eau, l'énergie, la recherche, la résilience urbaine. Lire l'Égypte à travers cette complexité, c'est reconnaître qu'elle joue un rôle central dans la stabilité régionale, mais que sa propre stabilité ne peut être dissociée de son ouverture, de sa capacité d'adaptation, et de sa cohésion interne.